Aurélien Lignereux, *La France rébellionnaire. Les résistances à la gendarmerie (1800-1859)*

Jean-Clément Martin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10685>

DOI : 10.4000/ahrf.10685

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2009

Pagination : 215-216

ISBN : 978-2-200-92559-8

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Jean-Clément Martin, « Aurélien Lignereux, *La France rébellionnaire. Les résistances à la gendarmerie (1800-1859)* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 357 | juillet-septembre 2009, mis en ligne le 09 décembre 2009, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10685> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10685>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Aurélien Lignereux, *La France rébellionnaire. Les résistances à la gendarmerie (1800-1859)*

Jean-Clément Martin

RÉFÉRENCE

Aurélien Lignereux, *La France rébellionnaire. Les résistances à la gendarmerie (1800-1859)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 365 p., ISBN 978-2-7535-0580-3, 20 €

- 1 Issu d'une thèse révisée pour la circonstance – l'auteur précise avoir complété ses sources et modifié quelques conclusions pour l'édition –, ce livre entre manifestement dans la lignée des études « gendarmiques », adjectif introduit par les protagonistes de ce domaine d'investigation, comme François Dieu, et des approches « rébellionnaires », autre novation lexicale, portée par les spécialistes de la chose, comme Jean Nicolas. La précision n'est pas négligeable en définitive, puisque cet ouvrage entend conjuguer de façon théorique, synthétique et analytique la mise en place de la gendarmerie au cours du premier XIX^e siècle en liaison étroite avec les mouvements de révolte, de rébellion ou d'agitation des populations. C'est ce rapport dynamique qui est l'objet du livre, son intérêt et ses limites. Mais le point de vue est original, très solidement appuyé sur un travail d'archives considérable, bien construit, bien exposé, qui a imposé d'ailleurs un des termes de l'étude. 1859 n'est pas qu'une date charnière dans l'évolution des rapports des populations aux gendarmes et à l'ordre, mais la fin de la cohérence de la source archivistique principale. Il n'y a pas lieu de s'en désoler. L'histoire ne se fait qu'avec des analyses dépendantes des archives. Tout changement de corpus doit être minutieusement considéré pour éviter des interprétations trop rapides. Au moins ici, l'établissement de la problématique est balisé fermement.
- 2 Le livre suit, période par période, les liens qui se nouent et se dénouent entre ordre et désordre, via les actions de la gendarmerie, cela selon les régions et selon les régimes.

La multiplication des cartes, précises et claires, facilite la lecture, compliquée cependant par les innombrables exemples donnés – ce qui ne peut pourtant pas être regretté. Ainsi l'Empire qui renforce considérablement la gendarmerie réussit-il à contrôler les populations de l'Ouest, qui subissent le plus fort encadrement, mais moins celles du Sud-Ouest, plus disposées aux rébellions mais aussi moins surveillées. Le Nord, le moins encadré, demeure loyal. La Restauration est l'occasion d'une remise en cause brutale de la gendarmerie, mais à côté de la reconstitution de l'arme, le sens de l'action change dans la mesure où les rébellions sont dorénavant souvent vues comme ouvertement politiques, ce que l'empereur évitait de faire. La masse des rébellions demeure toujours rurale, mais se produit surtout dans les terres de catholicité, renversant ainsi la géographie, attestant aussi que face à la gendarmerie identifiée à l'Empire, les ruraux défendent leurs pratiques paroissiales. Le rejet de l'État et de l'autorité passe par le refus des gendarmes. Les libéraux, victimes eux aussi de la gendarmerie, émettent des critiques contre l'encadrement hérité de l'Empire qui les contraint maintenant. Libéraux et ruraux se retrouvent, bizarrement, ensemble à défendre les valeurs de résistance, avant que 1830 ne remette encore les missions gendarmiques en cause. Si les Trois glorieuses restent sous le contrôle des libéraux, qui captent l'autorité, les années suivantes sont critiques pour un corps contesté, qui doit affronter le renouveau des rébellions dans le pays. La gendarmerie se trouve face à une nouvelle crise d'autorité qui affecte les populations les plus en marge du pays, tout en garantissant l'unité de l'État. Cette crise, qui affecte l'arme, lui donne cependant un nouvel essor, dépolitise son rôle, la dotant d'une mission de protection. La modération de la gendarmerie prévaut, malgré l'épisode révolutionnaire de 1848, mais le langage de la presse et du corps lui-même joue en ce sens. Dans ces relations hésitantes entre répression et conciliation, les gendarmes réussissent à ne pas intervenir trop directement contre les révoltés et les révolutionnaires, mais ces derniers ne peuvent pas aller contre l'image legaliste que la gendarmerie possède, même en 1851. La gendarmerie est entrée clairement dans le processus qui défend l'autorité de l'État. La gendarmerie se densifie sur l'espace rural, réprime sans concession les rebelles et contrevenants accompagnant et provoquant le recul rébellionnaire qui marque le pays.

- 3 Dans une dernière partie consacrée à une géographie du phénomène rébellionnaire, l'auteur dresse une série de portraits des France pendant la période. Sans surprise, les zones catholiques, frontalières, périphériques et montagneuses sont plus rebelles que les plaines du nord, de l'est et du centre. Surtout l'analyse des pratiques gendarmiques et leur place dans la politique gouvernementale montrent que la mission du gendarme passe de la répression judiciaire à la civilisation des mœurs, si bien que c'est bien ce nouveau rapport entre populations révoltées et représentants de la violence légitime qui permet de comprendre la fin progressive des violences du monde rural, sans invoquer des mutations de mentalités postulées ou des pertes de sens communautaristes des collectivités rurales. La démonstration de l'auteur, liant dans le même mouvement gendarmes et rebelles, trouve bien son sens et permet de sortir des apories à propos de l'établissement de l'ordre au XIX^e siècle. Il faudrait que cette démarche soit confirmée par d'autres indicateurs, mais ce livre qui s'attache à mettre en lumière une des voies par lesquelles l'État se différencie des régimes, apporte des éléments importants pour comprendre la fabrication de la Nation française au travers des bouleversements politiques de la première moitié du XIX^e siècle. Dans un dossier en effervescence, ce livre apporte des connaissances et une méthode solides ; restera à articuler tout cela avec d'autres approches pour bien comprendre comment les

Français se sont bâtis autour d'un État centralisé, mais les acquis de ce livre seront à prendre en compte.